

Enfant: «un outil» contre les violences

LUXEMBOURG Hier, Ecpat, Ombuds-Comité pour les droits de l'enfant et Alupse ont présenté un référentiel concernant la protection des mineurs contre les violences.

Violences physiques, violences sexuelles, négligence, exploitation économique... Les enfants peuvent en être victimes au Luxembourg. Et le référentiel, dévoilé hier, peut prévenir et permettre de faire face à ces tragiques cas de figure.

De notre journaliste
Guillaume Chassaing

Le Luxembourg n'est pas épargné par les violences faites aux enfants», clame Thomas Kauffmann. Le directeur exécutif de l'Ecpat Luxembourg poursuit en indiquant que «selon un rapport de l'Unicef, 13 % des femmes au Luxembourg âgées entre 18 et 20 ans ont été victimes de violences sexuelles avant l'âge de 15 ans» et en rappelant qu'en «2016, 20 personnes ont été condamnées pour pédophilie» dans le pays.

Hier, Ecpat Luxembourg, l'Alupse et l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (pour les droits de l'enfant) ont dévoilé un référentiel concernant la protection des mineurs contre les violences, «élaboré avec l'aide d'une vingtaine d'acteurs de la protection de l'enfance du Luxembourg», souligne Thomas Kauffmann. «C'est un outil pour les différents acteurs qui travaillent avec des enfants, complète René Schlechter, le président l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand. C'est un questionnaire avec une partie prévention et sensibilisation et une autre partie sur les actions d'aide. L'idée est de provoquer une réunion de l'équipe de l'institution pour répondre aux questions et entamer une réflexion sur le sujet.»

➤ **«On a l'obligation d'être prêt à faire face»**

Exemples de questions: «disposez-vous d'une charte éthique ou un code de conduite pour le mineur, le personnel et les parents?», «disposez-vous d'une politique de sensibilisation et de protection contre la violence?», «en cas de suspicion, voire de découverte de violence, disposez-vous de procédures concernant le mineur, les parents, le personnel et l'auteur?»... Pour chaque question, plusieurs bonnes pratiques sont soumises et les répondants doivent cocher «non applicable», «réalisé»,



Photo : didier sylvestre

Le référentiel concernant la protection des mineurs contre les violences est destiné aux organisations et institutions qui travaillent avec des enfants.

«planifié» ou «non réalisé». «Cet outil est destiné à toutes les organisations et institutions qui s'occupent d'enfants. Les écoles publiques et privées, les hôpitaux, les crèches, les foyers de jour, les clubs de sport, de musique, de scouts..., cite le Dr Idoya Perez de l'ASBL Alupse. L'objectif est que chacune de ces structures s'autoquestionnent et s'autoévaluent pour ouvrir les yeux sur la réalité qui n'est pas différente des autres pays. On a l'obligation d'être prêt à se confronter à une telle situation qui bouleverse tout le monde. Ce document n'est pas figé et va être complété par la pratique et les retours. L'objectif est d'améliorer les choses et d'avancer.» René Schlechter conclut: «Il est là pour préparer le terrain à mettre en place des standards et des bonnes pratiques» pour prévenir et faire face aux violences faites aux mineurs.

Un référentiel, trois organisations

À l'origine du référentiel concernant la protection des mineurs contre les violences, il y a trois organisations :

Ecpat Luxembourg: fondée en 1995 et bénéficiant du statut d'ONG depuis 1999, Ecpat Luxembourg a pour vocation de «mettre fin à l'exploitation des enfants à des fins commerciales sous toutes ses formes».

L'ORK Ombuds-Comité pour les droits de l'enfant: ses missions sont définies par la loi du 25 juillet 2002 (émettre son avis sur les projets de loi et règlements rela-

tifs aux droits de l'enfant, informer sur la situation de l'enfance et veiller à l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant, présenter au gouvernement et à la Chambre des députés un rapport annuel sur ses activités et sur la situation des droits de l'enfant au Luxembourg...).

Alupse: fondée en 1984 à l'initiative du docteur Roland Seligmann, pédiatre, et de l'Unicef, l'association a pour but de «réfléchir et (d')agir sur les problèmes de maltraitance d'enfants au Luxembourg».